

— Arrêté du 27 février 1992 portant homologation de règlements du comité de la réglementation bancaire	398
— Arrêté du 3 mars 1992 portant homologation du règlement n° 92-02 de la commission des opérations de bourse relatif à l'offre au public de valeurs mobilières	403
— Arrêté du 15 mai 1992 portant homologation des modifications du règlement général des bourses de valeurs relatives aux offres publiques d'acquisition (<i>extraits</i>)	408
— Circulaire du 3 janvier 1992 relative à l'application de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 sur la participation financière des salariés modifiée par la loi n° 90-1002 du 7 novembre 1990	409

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Entreprises : causes de l'augmentation des défaillances des entreprises en 1990	411
Commissaires aux comptes : sociétés de commissaires aux comptes liées à des cabinets d'audits anglo-saxon et exerçant leurs missions de contrôle dans les mêmes sociétés que les cabinets d'audit auxquels ces sociétés sont liées : problème de l'indépendance des commissaires aux comptes	412
Participation : problème du cumul du système de participation et d'intéressement dans les entreprises	413
Participation : incidence de la rupture du contrat de travail du salarié pour faute grave ou faute lourde sur ses droits à participation	415
Droit fiscal : opération de fusion : sort des plus-values et des moins-values nettes à long terme	415
Droit fiscal : cession partielle de parts de S.C.I. : régime des plus-values	416
Droit fiscal : régime des plus-values au cas de réunion de l'usufruit et de la nue propriété au décès de l'usufruitier puis de cession ultérieure	416
Droits fiscal : valeurs boursières, conséquences fiscales de la méthode du report	417

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	419
---------------------------------	-----

Bibliographie thématique : Les lettres d'intention	422
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	425
Sélection d'ouvrages et de monographies	440
Thèse de doctorat	441

VII. — INFORMATIONS

I. Colloques	443
II. Importance économique du secteur coopératif	444

Sociétés civiles professionnelles, sociétés d'exercice, sociétés de moyens, distinction, Paris, 1 ^{re} Ch. C. 20 déc. 1991	384
---	-----

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Directive C.E.E., n° 91-674 du conseil du 19 décembre 1991 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurances	385
— Loi n° 92-60 du 18 janvier 1992 renforçant la protection des consommateurs (<i>extraits</i>)	385
— Loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (<i>extraits</i>)	386
— Décret n° 92-100 du 30 janvier 1992 relatif aux marques de fabrique de commerce ou de service	387
— Décret n° 92-134 du 11 février 1992 modifiant le décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 modifié, réglementant les relations financières avec l'étranger	387
— Décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables	388
— Décret n° 92-234 du 11 mars 1992 fixant les modalités d'imposition des profits réalisés sur les marchés d'options négociables ainsi que les obligations déclaratives des opérateurs et des intermédiaires	392
— Arrêté du 21 janvier 1992 fixant la liste des personnes morales visées au b de l'article 119 <i>ter</i> du Code général des Impôts	393
— Arrêté du 30 janvier 1992 portant homologation du règlement n° 92-01 de la Commission des opérations de bourse relatif à l'établissement et à la diffusion d'une note d'information concernant le Marché des options négociables de Paris (Monep)	393
— Arrêté du 31 janvier 1992 relatif aux marques de fabrique de commerce ou de service	394
— Arrêté du 6 février 1992 pris en application du II de l'article 7 du décret n° 91-1265 du 6 décembre 1991 modifiant les dispositions de l'annexe II au code général des impôts relatives au régime du bénéfice mondial et au régime du bénéfice consolidé ...	394
— Arrêté du 13 février 1992 pris en application du décret n° 92-137 du 13 février 1992 et définissant les mentions obligatoires du dossier de présentation financière constitué par les émetteurs de titres de créances négociables	396

- Groupements d'intérêt économique, décision de gestion, amortissements réputés différés au niveau du G.I.E., conséquence sur l'imposition de ses membres, Cons. d'État (9^e et 8^e sous-section), 10 janvier 1992, Req. n° 80158, conclusions Jean GAEREMYNCK 367

VII. — REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, dirigeants, obligation à combler l'insuffisance d'actif social. 1) faute de gestion, dépôt tardif du bilan ayant contribué à l'insuffisance d'actif 2) insuffisance d'actif, caractère certain, condamnation inférieure au montant de l'insuffisance d'actif constatée possible, Cass. com. 28 mai 1991, note Adrienne HONORAT 373

- Règlement judiciaire, liquidation des biens, sociétés, obligations au comblement de l'insuffisance d'actif social, dirigeant en liquidation des biens, irrecevabilité de l'action (non), Cass. com., 3 mars 1992, note Adrienne HONORAT 377

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 381
- Associations, immatriculation volontaire au registre du commerce, possibilité (non), Paris, 1^{re} Ch. B., 13 févr. 1992 381
- Sociétés en général : aide juridictionnelle ou aide judiciaire, attribution (non) Bureau d'aide judiciaire près la cour de Riom, décision 49/91 du 23 janv. 1991 381
- Sociétés en général, associés, parts, cession, cession de contrôle, intermédiaire, rémunération, Paris 5^e Ch. 20 févr. 1992 382
- S.A.R.L., associé, parts, cession, notification du projet, défaut, nullité absolue, Paris 15^e Ch. A 26 févr. 1992 382
- S.A.R.L., augmentation de capital, droit préférentiel de souscription, renonciation, forme, Aix en Provence, 2^e Ch. 9 avr. 1992 382
- Sociétés anonymes, commissaires aux comptes, responsabilité civile, sociétés de commissaires, responsabilité personnelle des associés, Paris 1^{re} Ch. B., 4 avril 1991 383
- Sociétés anonymes : président du conseil d'administration, cautions, avals et garanties, forme de l'autorisation donnée par le conseil d'administration, Paris 15^e Ch. 383
- Sociétés civiles, minorité, protection, expertise de gestion, Paris 14^e Ch. B., 14 févr. 1992 383

- Administrateur, démission, défaut de publication inopposabilité au tiers, contrat de travail, conclusion postérieure à la démission, validité (oui), absence d'influence du défaut de publication, Cass. soc., 9 oct. 1991, note Bruno PETIT 318

III. — GROUPES DE SOCIÉTÉS

- Groupes de sociétés, société mère, filiale, représentation en justice, nul ne plaide par procureur, transfert de droits, Cass. com., 17 déc. 1991, note Yves CHARTIER 323

IV. — BOURSE

- Référé, compétence du juge des référés de droit commun (commerce) en matière d'offres publiques, achat de titres en Bourse en période d'O.P.A., dommage imminent (non), interdiction (non), sequestre (non) — Offres publiques, offre publique de retrait obligatoire (non), dépôt obligatoire d'une offre publique d'achat concurrente (non), égalité des actionnaires, contrôle d'une société (conditions), transparence du marché (oui), Paris 1^{re} Ch. section C.B.V. 20 novembre 1991, note Dominique CARREAU et Jean-Yves MARTIN 327

- Bourse, conseil des bourses de valeurs, décision, conditions de forme, procédure de garantie de cours, conditions non remplies, offre publique limitée au deux tiers (oui), titres nominatifs, conversion au porteur, action de concert, autorité de marché, cour d'appel, compétence, Paris 1^{re} Ch. Section C.B.V., 10 mars 1992 345

V. — DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

- Sociétés à responsabilité limitée, associés, rémunération, abus de biens sociaux, fait justificatif, assentiment de l'assemblée (non), Cass. com., 30 sept. 1992, note Bernard BOULOC 356

- Sociétés par actions, sociétés anonymes, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, utilisation des fonds dans l'intérêt d'une autre société, fait justificatif, intérêt du groupe, définition — Sociétés par actions, sociétés anonymes, comptes annuels, falsification, données chiffrées incertaines, constatations suffisantes, Cass. com., 9 déc. 1991, note Bernard BOULOC 358

VI. — DROIT FISCAL DES SOCIÉTÉS

- Sociétés en général, dirigeants, obligations, responsabilité fiscale, conditions, caractère subsidiaire de l'action, Cass. com., 22 oct. 1991, obs. 366

TABLE DES MATIÈRES

N° 2-1992

I. — DOCTRINE

- Les leçons de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 10 mars 1992, rendu dans l'affaire Pinault-Printemps par Michel VASSEUR 229
- Le cautionnement des engagements souscrits pour le compte d'une société en formation par Jérôme BONNARD 255

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- Communautés européennes, concurrence, aides d'État, apport en capital, paramètres d'identification, interdictions, dérogations, compatibilité avec le marché commun, contrôle, procédure, art. 92 et 93 C.E.E., C.J.C.E. 3 oct. 1991, aff. C. 261-89 note Sabine DANA-DEMARET 291
- Administrateur provisoire, désignation, procédure, référé, mise en cause de la société, Cass. civ. 25 mars 1992, obs. 302
- Sociétés en formation, personne ayant agi en son nom, existence et nature des actes accomplis, constatations nécessaires, cass. com. 14 janv. 1992, obs. 303

II. — SOCIÉTÉS ANONYMES

- Garantie de cours, acquisition d'un bloc d'actions suivi d'une augmentation de capital souscrite par l'acquéreur, acquisition d'un bloc de contrôle (non), cédant demeurant le principal actionnaire de la société, domaine restreint de la garantie des cours, montage frauduleux (non), Cass. com. 17 déc. 1991, note Paul LE CANNU... 309
- Actionnaires, actions, clauses d'agrément, refus d'agrément, sanction, dommages et intérêts, Cass. com., 25 févr. 1992, obs. 316

revue des sociétés

REVUE DE LA	
NUMÉRO	2
ÉDITION	84.
Table	13